

(4) En 1923, M. McDougald s'est associé avec M. R. A. C. Henry, comme nous l'avons déjà fait observer, et il résulta de cette association la formation de la *Sterling Industrial Corporation, Limited*; puis, les 5 et 7 juillet 1924, comme nous l'avons déjà dit, on présenta des requêtes au ministère des Travaux publics et à celui des Chemins de fer et Canaux.

(5) Après ces débuts modestes, les intérêts du sénateur McDougald prennent assez d'ampleur pour qu'il soit, au moment où il rend témoignage, président du conseil d'administration de la *Beauharnois Power Corporation, Limited*, ayant été élu à ce poste le 20 décembre 1929, à titre de détenteur d'actions privilégiées d'administration; directeur de la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*, de la *Beauharnois Construction Company*, de la *Beauharnois Land Company*, et de la *Beauharnois Transmission Company*.

(6) Cette progression est presque comparable au présent projet de Beauharnois, si l'on compare ce dernier au canal de dérivation primitif de Saint-Louis.

(7) On laissa dormir la requête de la *Sterling Industrial Corporation* jusqu'en 1928 à peu près. Le 18 mai 1928, le sénateur McDougald consentit à acheter 800 unités du premier syndicat souscrites par M. Clare Moyer le 4 avril 1928, le jour même où ce syndicat était dissous et que M. Moyer versait \$15,000 avec des fonds qu'il dit avoir reçu de M. Winfield Sifton. Un autre versement de \$15,000 fut effectué le 18 mai, provenant de fonds que M. Moyer dit avoir reçus de M. Sifton par traite de banque, sans aucune indication de leur provenance.

(8) Lors de la formation du deuxième syndicat, les 800 unités ainsi souscrites par le sénateur McDougald en formèrent 1,600, et celui-ci, au nom de M. Moyer, souscrivit comme il en avait le droit 1,600 autres unités, à raison de \$100 chacune, pour lesquelles il s'engagea à payer \$160,000; à la dissolution du syndicat, le 17 décembre 1929, il avait versé sur cette somme \$80,000.

(9) Dans l'intervalle, cependant, plus précisément le 2 octobre 1928, on transporta ces unités de M. Moyer à M. John P. Ebbs, un associé de l'étude Haydon, en exécution de certaines instructions du sénateur McDougald, au sujet desquelles il paraît exister un mystère impénétrable et qui n'auraient pas eu besoin de tant de mystère si toutes ces transactions eussent été normales.

(10) Nous avons déjà dit que le sénateur McDougald a obtenu, par son mandataire, M. Ebbs, en échange des cinq actions émises du capital-actions de la *Sterling Industrial Corporation, Limited*, 2,000 parts bénéficiaires du deuxième syndicat. Ces unités ont servi à l'achat d'une société dont les droits, suivant une observation de M. Cameron, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, à la page 1019 des témoignages, "n'auraient aucune valeur". L'accord intervint à l'automne de 1928, et la *Beauharnois Company* a attaché à ces actions une valeur telle qu'elle ne les a pas encore endossées et qu'elle ne les a jamais inscrites dans ses livres. On ne peut guère soutenir que cette société avait quelque valeur, même une "valeur à titre vexatoire", comme on l'a suggéré, ou qu'elle ait été ou pu devenir, par elle-même, un embarras sérieux à la demande alors transmise au Gouverneur général en son conseil par la *Beauharnois Light, Heat and Power Company*. S'il en est ainsi, le ministère était déjà saisi de deux demandes, l'une desquelles au moins reposait sur l'acquisition soi-disant des droits de Robert, droits qui constituent le fond de la demande de la Beauharnois. De plus, la mise à exécution de l'accord était subordonnée à l'attitude favorable du Gouverneur général en son conseil, et il est impossible de concevoir que si cette société n'avait pas appartenu au sénateur McDougald, qui s'affirme l'ami intime de l'administration, et à M. R. A. C. Henry, qui devait bientôt devenir